

From:

**Paolo Urio et Yuan Ying, *L'émergence des ONG en Chine. Le changement du rôle de l'Etat-Parti*, Berne et New York, Peter Lang, 2014, Conclusion, pp. 236-261**

The following text is the manuscript used for the Conclusion of this book. There may be some minor differences between the manuscript and the published text.

This chapter is posted on this website by permission from Peter Lang.

## **Conclusion: bilan et perspectives d'avenir**

Au terme de ce voyage au sein des ONG de la République populaire de Chine quelles sont les conclusions que l'on peut raisonnablement proposer au lecteur qui nous a suivis tout au long de ce périple? La première conclusion qui saute aux yeux est qu'effectivement depuis le début des réformes en 1978, le Parti-Etat s'est quelque peu retiré d'une partie de la société et de l'économie. Après la période maoïste, le leadership chinois a estimé que l'objectif de redonner à la Chine le statut de grande puissance qui avait été le sien jusqu'au début du XVIIIe siècle ne pouvait pas être réalisé sans un changement de cap important.<sup>1</sup> Important, certes, mais pas aussi radical que celui réalisé à peu près à la même époque lors du passage de l'Union Soviétique à la Russie. Nous reviendrons sur cette comparaison. Mais changement tout de même. Le Parti-Etat abandonne le contrôle absolu et totalitaire sur l'ensemble de la société chinoise. Tout d'abord, l'idéologie est modifiée. Certes, on maintient la référence au marxisme-léninisme et à la pensée de Mao. Il ne faudrait toutefois pas commettre l'erreur magistrale de considérer ce maintien comme un simple effet de manche. Ces références constituent encore de nos jours la base idéologique de certaines politiques publiques de la Chine, comme le montrent clairement les nouvelles politiques qui mettent à la première place le peuple devant l'économie, introduites dès le milieu des années 1990, et surtout entre 2002 et 2012 sous le leadership de Hu Jintao. L'idéologie est tout simplement enrichie du recours à des mécanismes de marché, ce qui signifie non pas un abandon de l'idée de planification ni du contrôle que l'Etat-Parti estime devoir continuer à exercer sur la société chinoise, mais à la fois une façon différente de planifier (moins de contrainte et plus d'orientation) et la reconnaissance que l'Etat ne peut pas tout faire (ni tout contrôler) comme à l'époque maoïste. Bien au contraire, il faut libérer les forces vives de la population pour relancer l'économie. Donc, introduction de mécanismes de marché. Est-ce-à dire que la Chine va

---

<sup>1</sup> Nous avons analysé ailleurs les raisons de cette réforme, ses fondements idéologiques, les résultats positifs et négatifs, ainsi que les mesures prises depuis le milieu des années 1990 pour y remédier, Paolo Urio, *Reconciling State, Market, and Society in China. The Long March towards Prosperity*, London and New York, Routledge, 2010 et *China, the West, and the Myth of New Public Management. Neoliberalism and its Discontents*, London and New York, Routledge, 2012.

évoluer vers une économie de marché, voire vers le capitalisme? Pour répondre à cette question il convient d'examiner si les deux choix institutionnels que l'Occident a fait vers la fin du XVIIIe siècle et qui restent valables de nos jours (capitalisme et démocratie libérale) sont aussi valables pour la Chine au XXIe siècle.

Contrairement à l'opinion dominante en Occident selon laquelle économie de marché et capitalisme recouvrent pratiquement la même réalité, et peuvent donc être utilisés dans le discours comme des synonymes, nous pensons, avec Fernand Braudel, qu'il convient de considérer que le capitalisme est bien souvent le contraire de l'économie de marché.<sup>2</sup> En effet, pour exister le marché exige deux caractéristiques fondamentales: concurrence et transparence.<sup>3</sup> Or, il faut bien se résoudre à l'évidence mise à nu depuis longtemps et que la crise qui a éclaté en 2008 a dévoilé dans toute son ampleur: le développement du capitalisme a réduit concurrence et transparence à un tel point que l'équivalence entre capitalisme et marché n'est plus raisonnablement défendable. Face à ce constat, les réactions sont fort différentes. Les uns, comme Stiglitz et Krugman, proposent des thérapies essentiellement d'inspiration keynésienne pour sauver le capitalisme. D'autres, pour atteindre le même objectif misent sur des politiques d'inspiration néolibérale qui convergent vers ce qu'il est convenu d'appeler « les politiques d'austérité »: rigueur budgétaire, coupures dans les dépenses publiques (notamment dans le social), réduction de l'endettement de l'Etat, ultérieure déréglementation du marché du travail, le tout couronné par le sauvetage du noyau dur du capitalisme, le secteur financier, avec des injections phénoménales d'argent bon marché à coût presque nul dans les banques « trop

---

<sup>2</sup> Pour un résumé des travaux de Fernand Braudel par l'auteur voir Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985, texte de trois conférences prononcées en 1976 à l'Université Johns Hopkins aux Etats-Unis, traduction de l'anglais de la 1ère édition, *Afterthoughts on Material Civilization and Capitalism* (The Johns Hopkins Symposia in Comparative History), Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 1979. Pour l'œuvre principale présentant l'analyse de Braudel sur le capitalisme et ses origines voir Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XVe – XVIIIe siècle)*, Paris, A Colin, 1979, Vol 1: Les structures du quotidien; Vol 2: Les jeux du l'échange; Vol 3: Le temps du monde. Braudel découvre, à la suite d'une analyse historique couvrant l'ensemble du monde, que les processus de production et de consommation ont été organisés au sein de trois modes qui se sont succédés dans le temps (la vie matérielle, le marché et le capitalisme) sans toutefois que le mode suivant élimine complètement le précédent; à la fin du processus les trois modes coexistent, mais se trouvent dans un rapport hiérarchique, le capitalisme dominant les deux autres. Dans les propres mots de Braudel : « Je suis sûr que cette division est tangible, que les agents et les hommes, que les actes, que les mentalités ne sont pas les mêmes à ces étages différents. Que les règles de l'économie de marché qui se retrouvent à certains niveaux, telles que les décrit l'économie classique, jouent beaucoup plus rarement sous leur aspect de libre concurrence dans la zone supérieure, qui est celle des calculs et de la spéculation. Là commence une zone d'ombre, de contre-jour, d'activités d'initiés que je crois à la racine de ce que l'on peut comprendre sous le mot de capitalisme, celui-ci étant une accumulation de puissance (qui fonde l'échange sur un rapport de force autant et plus que la réciprocité des besoins), un parasitisme social, inévitable ou non, comme tant d'autres. . . . Pour cette zone qui n'est pas la vraie économie de marché, mais si souvent sa franche contradiction, il me fallait un mot particulier. Et celui qui se présentait irrésistiblement, c'était celui de capitalisme », in *Civilisation matérielle, économie et Capitalisme*, vol. 2, pp. 8–9.

<sup>3</sup> La concurrence pousse les offrants (producteurs) à réduire le prix de vente au minimum (mais à un niveau qui permet de couvrir le coût de production sans pour autant donner lieu à des profits excessifs), elle interdit à un offrant (ou à un groupe d'offrants) d'imposer unilatéralement le prix de vente, vraisemblablement au-dessus du prix résultant de la concurrence, appelé, correctement dans ce cas, prix du marché. La transparence signifie la mise à disposition des consommateurs (idéalement à coût zéro) des informations nécessaires pour procéder rationnellement à un achat, c'est-à-dire l'information sur le coût et sur la qualité. La même chose est bien évidemment valable pour l'investisseur.

grandes pour faire faillite ». D'autres encore, plus radicaux, d'inspiration marxiste, annoncent la fin du capitalisme.<sup>4</sup>

De plus, l'opinion dominante en Occident soutient, en suivant en cela Milton Friedman, que le capitalisme est la condition *sine qua non* de la démocratie libérale, autrement dit, que la liberté dans l'économie est indispensable pour assurer la liberté dans la sphère politique. Si tel est bien le cas, alors un pays qui introduit le marché dans son économie serait nécessairement conduit à adopter un système politique démocratique libéral. Mais si, comme nous le soutenons avec Braudel, marché et capitalisme ne sont pas la même chose, on peut alors envisager le développement d'une économie de marché en même temps qu'un système politique différent de la démocratie libérale et sans pour autant évoluer vers le capitalisme.<sup>5</sup> C'est à notre sens le pari, et le défi, auquel la Chine est confrontée depuis le début des réformes en 1978. En effet, elle tente d'introduire des mécanismes de marché avec ou même grâce à un régime autoritaire.<sup>6</sup> Le but ultime, outre de retrouver le statut de grande puissance, est de construire une société prospère et harmonieuse, selon la formule consacrée sous le leadership de Hu Jintao.<sup>7</sup>

Pourtant, le pari n'est pas gagné d'avance. Depuis 1978 l'introduction de mécanismes de marché a fait exploser les inégalités et aggravé les atteintes à l'environnement déjà présentes pendant la période maoïste. Toutefois, pour faire face à ces problèmes, l'Etat a introduit sous le leadership indiscutable du Parti toute une série de mesures et de politiques publiques qui visent justement à

---

<sup>4</sup> Joseph E. Stiglitz, *Making Globalization Work. The Next Steps to Global Justice*, London, Penguin, 2006; *Freefall. America, Free Markets, and the Sinking of the World Economy*, New York, Norton, 2010; et *The price of inequality: How Today's Divided Society Endanger Our Future*, New York, Penguin, 2012. Paul Krugman, *End this Depression Now!*, New York, Norton, 2012 et *Peddling Prosperity*, New York, W.W. Norton, 1995, plus spécialement 'The attack on Keynes', pp. 23–54, 'The budget deficit', pp. 151–169, and 'In the long run Keynes is still alive', pp. 197–220. 1994. Pour une critique d'inspiration marxiste voir Li Minqi, *The Rise of China and the Demise of the Capitalist World Economy*, New York: Monthly Review Press, 2008; et John Foster Bellamy and Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis: Causes and Consequences*, New York: Monthly Review Press, 2009.

<sup>5</sup> Sur la mise en doute de cette thèse voir les travaux de Randall Peerenboom, *China's Long March Toward Rule of Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; *China Modernizes. Threat to the West or Model for the Rest?*, Oxford, Oxford University Press, 2007, et "A government of laws: democracy, rule of law, and administrative law reform in China", in Zhao Suisheng (ed.), *Debating Political Reform in China: Rule of Law vs. Democratization*. New York, M.E. Sharpe, 2006, pp. 58–78.

<sup>6</sup> C'est-à-dire, un régime sans séparation des pouvoirs, sans multipartisme (mais un seul parti), sans élections libres, sans liberté d'expression et d'association, sans liberté de commerce et d'entreprise, pas de respect des droits de l'homme, des droits politiques et civiques, notamment. C'est le contraire de la vision occidentale de la démocratie libérale. On connaît la réponse de la Chine. Au stade de développement (ou plutôt: de sous-développement) où la Chine se trouvait en 1949 au moment de la prise du pouvoir par le PCC, le pays était dans un tel état de sous-développement (économique, social, culturel), avait de plus une telle dimension (en termes de superficie et de population) qu'il était impensable de lui donner la forme d'une démocratie libérale. Il convient d'ailleurs de rappeler que même les défenseurs de la première république chinoise d'inspiration occidentale (Sun Yat Sen et Chiang Kai-shek (Jiang Jieshi) avaient, sur ce point, le même point de vue. De plus, le PCC estimait qu'il était plus urgent de développer les droits sociaux (alphabétisation et instruction, santé, niveau de vie matériel au-dessus du seuil de pauvreté) sans lesquels l'exercice formel des droits politiques ne serait pas possible.

<sup>7</sup> Pour une analyse de cette perspective par une équipe d'intellectuels chinois dirigé par Hu Angang de l'Université Tsinghua, voir Angang Hu, Yilong Yan et Xing Wei, *China 2030*, à paraître chez Springer (Heidelberg et New York), Uncorrected Proof, mise à disposition par l'auteur.

concilier (ou réconcilier) l'efficacité du marché et l'équité sociale, pour aboutir à un système économique qualifié d'« économie socialiste de marché », ainsi qu'à réduire les atteintes à l'environnement.<sup>8</sup> En effet, la libéralisation introduite grâce aux mécanismes de marché est toute relative. Il ne s'agit pas de laisser l'économie libre de se développer dans n'importe quelle direction, ni dans l'intérêt d'une minorité. Certes, ce faisant, l'Etat-Parti a dû faire des concessions, des compromis. Il a dû accepter la naissance de nouvelles catégories socio-économiques, qui pourraient être tentées de profiter de la relative nouvelle liberté pour poursuivre des intérêts purement personnels. C'est la naissance de ce que certains ont appelé une nouvelle classe de « capitalistes rouges ». Certes, il y en a en Chine, mais pour l'instant l'Etat-Parti les garde sous contrôle et maintient la mainmise sur la stratégie du développement économique.<sup>9</sup> C'est là une différence fondamentale entre la Chine et l'Occident où la crise qui a éclaté en 2007-8 et les mesures prises pour y faire face, montrent très bien que c'est l'économie (et plus spécialement les gestionnaires du secteur financier) qui dictent aux politiciens et aux Etats les mesures à prendre. De plus, sous Jiang Zemin, l'Etat-parti a eu l'idée assez géniale d'appeler les « capitalistes rouges » à rejoindre les rangs du parti. Selon une enquête sérieuse menée par des chercheurs américains un nombre important de ces nouveaux capitalistes ont rejoint le Parti et la très grande majorité sont satisfaits de ce que l'Etat-Parti leur permet de réaliser. Ils ne constituent donc pas une menace, ni même une force d'opposition au parti.<sup>10</sup>

Toutefois, l'artisan de l'introduction de mécanismes de marché, Deng Xiaoping, a donné (par naïveté ou par dessein) au mouvement de réforme un rythme si rapide qui a d'une part fait l'admiration non seulement en Chine mais aussi en Occident, mais qui d'autre part a eu comme conséquence un accroissement tout aussi rapide et spectaculaire des inégalités entre régions, provinces, ménages, entre villes et campagnes, ainsi qu'à des atteintes très graves à l'environnement. Lorsque l'on sait que les différentes formes de pollution du sol, de l'eau et de l'air ont des conséquences

---

<sup>8</sup> Cette idée de réconciliation, après le choc de la Révolution culturelle, a été introduite dans le titre de l'ouvrage de Paolo Urio, *Reconciling State, Market, and Society in China*, op.cit. Mais en fait, la réconciliation est encore aujourd'hui nécessaire du fait des conséquences négatives de la stratégie de développement mise en œuvre par Deng Xiaoping.

<sup>9</sup> En fait, la situation est plus complexe. Il y a des entrepreneurs et investisseurs privés qui peuvent à juste titre être considérés comme des capitalistes selon le modèle occidental. Mais il y a aussi les dirigeants des grandes entreprises d'état qui ont actuellement des revenus très élevés et jouissent dans la gestion de leur entreprise d'une liberté considérable. Il y a enfin d'anciens cadres du Parti qui sont à la tête de grosses entreprises dont il est difficile de savoir si elles sont totalement privées ou semi-privées/semi-publiques. Toutes ces personnes sont théoriquement susceptibles d'assumer des comportements « de capitalistes » selon le modèle occidental.

<sup>10</sup> Jie Chen and Bruce J. Dickson, 'Allies of the state: democratic support and regime support among China's private entrepreneurs', *The China Quarterly*, December 2008, pp. 780-804. Pour une analyse du développement des nouveaux entrepreneurs et leur relations avec le Parti voir Bruce J. Dickson, *Red Capitalists in China. The Party, Private Entrepreneurs, and Prospects for Political Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, et *Wealth into Power: The Communist Party's Embrace of China's Private Sector*, New York, Cambridge University Press, 2008. Voir l'opinion d'un "capitaliste rouge" qui s'exprime depuis quelques années dans la presse et les revues occidentales, Eric X. Li, "The Post-Democratic Future Begins in China", *Foreign Affairs*, January-February 2014, pp. 34-46 et "Why China's Political Model Is Superior", *New York Times*, 16 February, 2012.

néfastes pour la santé des personnes, on évalue l'ampleur de la distance qui sépare la Chine d'une société harmonieuse au moment de la mort de Deng, le 19 février 1997. De plus, l'inévitable mise en œuvre du concept d'efficience économique (indissolublement lié à l'idée de marché) a conduit à la mise en concurrence des entreprises et par conséquent à l'adoption de techniques d'organisation, qui ont eu un impact sur la gestion du personnel. Et par un processus de transfert de techniques du privé au public, qui n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé en Occident sous l'impulsion de la Nouvelle Gestion Publique, cela a conduit aussi les bureaucraties d'Etat à adopter ces mêmes techniques de gestion des ressources humaines. La conséquence a été que dans un laps de temps très restreint, les entreprises et les bureaucraties d'Etat ont été amenées à licencier des millions de personnes.<sup>11</sup> Parallèlement à ces changements, il faut ajouter le collapse des anciennes solidarités organisées par les entreprises et des bureaucraties d'Etat, couvrant pratiquement tous les besoins sociaux de leurs employés: non seulement les salaires, assurés par la pérennité de l'emploi, mais aussi la santé, le logement, la scolarisation des enfants et la retraite. Dès lors on devine facilement les causes des nouvelles formes de pauvreté: chômage ou sous-emploi, maladie, accident, vieillesse. Alors que dans la période maoïste les maigres ressources étaient distribuées équitablement (l'indice de Gini étant à peine supérieur à 20) après les réformes l'accroissement spectaculaire de la richesse du pays (mesurée par le PIB) n'a pas empêché l'indice de Gini de gicler à plus de 40 et aujourd'hui, selon certains chercheurs chinois, il ne serait pas loin de 50.<sup>12</sup> Finalement, on devine les conséquences que ce type de développement rapide accompagné d'un retrait partiel mais bien réel de l'Etat du domaine social peut avoir sur les populations aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le développement des ONG chinoises, caractérisé d'une part par l'espace de liberté que le retrait de l'Etat-Parti leur offre, mais aussi d'autre part, par les limites qu'il leur impose. Quelles sont les raisons qui expliquent cette stratégie apparemment contradictoire? D'une part les ONG sont nécessaires pour remplir le vide laissé par l'Etat dans certains domaines, notamment dans le social, mais d'autre part elles peuvent représenter une menace pour le pouvoir du Parti. Nous avons vu que ce dernier utilise toutes sortes de moyens pour garder sous contrôle les ONG: procédure d'enregistrement, nécessité de trouver un « parrain » étatique, soumission à un double contrôle (lors de l'enregistrement et lors du déroulement des activités

---

<sup>11</sup> Rappelons que le concept d'efficience économique implique de pouvoir réaliser un niveau donné de résultat (ou d'objectif) avec le minimum de moyens. Il en découle qu'il n'est pas économiquement rationnel de réaliser un objectif donné avec une masse salariale (résultant du produit entre les salaires individuels et le nombre d'employés) supérieure à celle qui permettrait d'atteindre ce même objectif avec une dépense moins élevée.

<sup>12</sup> Ces chercheurs sont cités dans un article du *China Daily* du 12 mai 2010. Des estimations plus récentes obtenues sur place en 2013 placent l'indice de Gini à 48. Rappelons que l'indice de Gini mesure le degré d'inégalité de la distribution d'une variable, par exemple le revenu. Il varie de 0 (égalité absolue) à 100 (inégalité absolue) ou de 0 à 1, selon l'échelle choisie. Un indice supérieur à 40 est généralement considéré comme une côte d'alerte pour le gouvernement concerné. L'indice de Gini est plus élevé pour des pays tels que les USA ou le Royaume Uni, moins élevé pour les pays occidentaux d'Europe continentale, notamment les pays nordiques. Pour une analyse comparative entre Chine et Occident voir Urio, *China, the West, op. cit.*, chapitres 5 et 6.

quotidiennes), institutions d'une cellule du Parti au sein des ONG qui comptent au moins trois membres du Parti parmi leurs employés. Cette situation des ONG est d'ailleurs un cas particulier dans le contexte beaucoup plus large de la stratégie de gestion de la société chinoise adoptée par le Parti. En effet, le Parti se réserve le droit de pouvoir intervenir à tout moment dans l'économie et le social, les ONG n'étant pas, et de loin, le seul domaine où l'Etat-Parti s'arroge ce droit. C'est que malgré le changement, il y a quand même une continuité entre la période maoïste et l'ère des réformes de Deng. Déjà pour Mao l'objectif principal était de redonner à la Chine le statut de grande puissance et de conduire le peuple chinois vers un meilleur niveau de vie, ces deux objectifs étant interdépendants. Avec les réformes, il ne s'agit pas de renier le passé, mais d'adopter une autre méthode: changer et en partie abandonner la planification économique et la remplacer partiellement par l'introduction de mécanismes de marché, sous le leadership du Parti qui se considère comme la seule instance pouvant réaliser ces objectifs, tout en sauvegardant l'intégrité et la stabilité du pays.<sup>13</sup> Donc, pour revenir aux ONG, il ne s'agit pas pour le Parti de leur laisser trop de liberté, surtout si cela risque de remettre en question son leadership ou de mettre en danger l'architecture du système politique qui garanti sa permanence au pouvoir. On comprend dès lors l'attention particulière que le Parti voue non seulement aux ONG chinoises, mais aussi et surtout aux ONG étrangères et aux ONG chinoises financées par l'étranger. D'un point de vue occidental cela peut être intolérable, tant nous sommes attachés aux principes de la liberté d'expression et d'association, à la diffusion et à la confrontation d'idées dans un cadre de liberté et de saine compétition garantis par le droit. Cet attachement à la liberté est encore plus fort actuellement à l'époque de la mondialisation libérale à laquelle se sont ralliées pratiquement toutes les forces politiques en Occident et qui concerne non seulement la libre circulation des biens, des services et des capitaux, mais aussi des idées.<sup>14</sup>

Mais qu'en est-il pour la Chine ? Nous avons vu au chapitre 6 que les ONG étrangères ne se privent pas de diffuser des idées telles que la démocratie libérale et les droits de l'homme,

---

<sup>13</sup> Il est intéressant dans ce contexte de signaler une autre thèse dominante en Occident: tout ce que la Parti entreprend est interprété comme sa volonté de rester au pouvoir. A part le fait que nous ne connaissons pas de politiciens ou de partis au pouvoir qui ne souhaitent pas y rester, il est plus intéressant de se pencher sur les politiques mises en place par l'Etat-Parti et évaluer leur impact sur la société. C'est ce que nous avons fait dans les ouvrages déjà cités, Urio, *Reconciling, op. cit.* et *China, the West*, op.cit.

<sup>14</sup> Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas un débat d'idées en Chine. Il y en a aujourd'hui et il y en a toujours eu. Aujourd'hui en Chine on discute les idées libérales, néolibérales, socialistes, marxistes, maoïstes, sociale-démocrates, confucéennes et néo-confucéennes au sein des universités, des *think-tanks* universitaires et gouvernementaux. Seulement, ces discussions ont lieu dans un cadre différent, où les attaques dirigées directement contre l'Etat-Parti ne sont pas tolérées. Mais cela n'est pas une nouveauté imputable à la République Populaire de Chine. Il en a toujours été ainsi également sous l'Empire et sous la première république. Voir dans ce sens Nicolas Zufferey, *Introduction à la pensée chinoise*, Paris, Hachette, 2008, pp. 65-66. Ajoutons encore que sous la première république (1912-1949) le Parti Nationaliste ne tolérait aucune opposition et dominait totalement le gouvernement à tous les niveaux, tout comme le PCC après la prise du pouvoir en 1949, Urio, *Reconciling, op. cit.*, pp 13-16.

généralement en se limitant aux droits civiques et politiques.<sup>15</sup> En fait, il ne s'agit pas de quelque chose de nouveau, ni de limité à la Chine. La Chine a en effet expérimenté l'ingérence des puissances étrangères depuis le XIXe siècle, ingérence qui s'est poursuivie au XXe siècle en tout cas jusqu'à l'institution de la République Populaire de Chine en 1949, et même au-delà.<sup>16</sup> De plus, la Chine a regardé avec appréhension les ingérences multiples de l'Occident après la chute de l'Empire soviétique. Investisseurs, spéculateurs, multinationales, conseillers économiques et ONG se sont précipités dans les pays d'Europe de l'Est et même en Russie pour exploiter à leur avantage la faiblesse de la Russie. Le résultat a été d'une part la mainmise sur une partie importante des richesses de ces pays, avec bien souvent l'aide des nouveaux oligarques locaux, et d'autre part une stratégie d'encercllement de la Russie dont l'élargissement de l'OTAN à certains pays d'Europe de l'Est a constitué le point culminant. Jusqu'au moment où Putin a mis un terme à ce processus. Mais même avec Putin à la tête de la Russie cette stratégie n'a pas cessé. En effet, la Chine a aussi assisté aux plus récentes interventions occidentales dans l'Europe de l'Est, notamment en Géorgie et en Ukraine, où le rôle des Etats-Unis et des ONG occidentales, notamment américaines, pour amener ces pays à adopter des régimes politiques et des politiques favorables à l'Occident n'est plus à démontrer.<sup>17</sup> Les récentes révélations concernant un entretien entre une responsable de la diplomatie américaine (Victoria Nuland, *assistant secretary of state for European and Eurasian affairs*) et l'Ambassadeur américain en Ukraine ont retenu l'attention de la presse à travers le monde.<sup>18</sup> Par les temps qui courent,

---

<sup>15</sup> Revoir par exemple ce que nous avons dit de la Fondation Ford au Chapitre 6. Voir aussi le texte de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui énumère tous les droits et non seulement les droits civiques et politiques: <http://www.ohchr.org/EN/UDHR/Pages/Language.aspx?LangID=frn>.

<sup>16</sup> Il suffirait de mentionner ici l'appui presque inconditionnel que les Etats-Unis ont toujours accordé à Taiwan, que la RPC considère toujours comme une province chinoise. Mais il convient aussi et surtout de mentionner la politique d'encercllement de la Chine mise en œuvre par les Etats-Unis depuis 1949 (dans le cadre de la lutte contre le communisme, ayant amené aux guerres de Corée et du Vietnam), politique qui a été confirmée et renforcées encore tout récemment sous la présidence Obama, qui a déclaré vouloir déplacer le pivot de la politique internationale américaine en Extrême-Orient, en affirmant de plus que les Etats-Unis ont un intérêt national dans cette région.

<sup>17</sup> Pour soutenir cette thèse il n'est pas nécessaire d'être un partisan inconditionnel de la Russie et de son retour sur la scène internationale, ni de faire preuve d'un anti-américanisme primaire. Fort heureusement il y a en Occident des politiciens modérés qui reconnaissent le caractère néfaste de cette stratégie menée par les USA et l'Union Européenne, ainsi que par des ONG occidentales. Citons l'article d'un politicien Suisse, démocrate-chrétien, à propos de la récente décision de l'Ukraine de renoncer à signer un accord avec l'Union Européenne et les troubles qui ont éclaté à Kiev: Guy Mettan, « L'Europe a fait tout faux à l'Est », *Le Courrier*, Genève, 3 décembre 2013 : « On peut dire que depuis vingt ans, l'Europe – et l'Occident en général – ont fait tout faux avec leurs cousins de l'Est. Cela a commencé dès 1989. A peine les Russes avaient-ils quitté – pacifiquement rappelons-le – les Républiques populaires d'Europe centrale et orientale que l'Europe et les Etats-Unis trahissaient la parole donnée en les admettant dans l'OTAN. Et à peine la Russie avait-elle adopté la démocratie et le libre marché que l'Occident, par l'entremise de ses consultants et du FMI, discréditait ses deux principes fondateurs en soutenant le coup d'Etat d'Eltsine contre le parlement démocratiquement élu en 1993 et applaudissait la spoliation des richesses du pays par les oligarques à travers le programme de privatisation des entreprises d'Etat concocté par les experts occidentaux ».

<sup>18</sup> Voir par exemple "Les cinq leçons du 'fuck the UE' d'une diplomate américaine", *Le Temps*, Genève, 10 février 2014. Durant l'entretien, disponible sur You Tube [https://www.youtube.com/watch?v=CL\\_GShyGv3o](https://www.youtube.com/watch?v=CL_GShyGv3o), la diplomate explique à l'Ambassadeur quels sont les candidats à installer au sein du gouvernement ukrainien après le renversement du gouvernement actuel. On sait que les USA ont une longue expérience dans ce type d'activité. Voir le commentaire: "Twilight of the Proconsuls. On Victoria Nuland's gaffe and the Cold War echoes of American diplomacy abroad", *Foreign Policy*, 10 February 2014, [http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/02/10/twilight\\_of\\_the\\_proconsuls\\_victoria\\_nuland\\_american\\_diplomacy](http://www.foreignpolicy.com/articles/2014/02/10/twilight_of_the_proconsuls_victoria_nuland_american_diplomacy), consulté le 12 février 2014. Cet article commente: "What ought to be more embarrassing to Nuland is the crude and

ce n'est pas tellement le langage vulgaire de la diplomate qui étonne. Ce sont plutôt ses propos qui devraient impressionner et inquiéter, car ils montrent clairement, si besoin était, avec quelle arrogance les USA envisagent la collaboration avec leurs plus proches alliés (les 28 pays de l'Union Européenne) et comment ils manœuvrent pour installer en Ukraine un gouvernement prêt à défendre leurs intérêts dans cette région, en s'appuyant sur tout ce qui peut être utile à ce dessein, y compris sur des mouvements d'extrême droite. On est à des années lumières de la démocratie et des droits de l'homme.

Pour comprendre l'attitude de la Chine à l'égard des ONG étrangères dans ce contexte il faut examiner la stratégie de ces ONG à l'échelle mondiale. A cet égard, l'analyse du rôle et de la stratégie des grandes ONG américaines (mais la même chose pourrait être faite pour leurs consœurs européennes) est particulièrement éclairante.<sup>19</sup> La plupart d'entre elles ont vu le jour au début du XXe siècle et ont eu dès le départ une vocation universelle couvrant les Etats-Unis, l'Amérique latine, l'Extrême-Orient et l'Europe, et se sont considérablement développées après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale dans le contexte de la guerre froide.<sup>20</sup> Ces organisations (généralement des fondations telles que Carnegie, Rockefeller, Ford, Soros, etc.) partagent un « projet universaliste visant à construire une mondialité fortement teintée de couleurs américaines (...) selon un triptyque que l'on pourrait résumer en trois mots: paix, démocratie, économie de marché. »<sup>21</sup> Leur stratégie consiste tout d'abord à « s'appuyer sur les élites du savoir, considérées comme le principal vecteur du changement et du progrès aussi bien aux Etats-Unis que partout ailleurs dans le monde. C'est ce qui explique que les institutions de recherche et d'enseignement supérieur ou les *think-tanks* sont des vecteurs d'intervention privilégiés », auxquels on peut ajouter les ONG.<sup>22</sup> Nous avons vu aussi au chapitre 6 que ces fondations très souvent financent les études d'étudiants étrangers aux Etats-Unis, où ils sont exposés aux idées occidentales, notamment dans les facultés d'économie. A leur retour au pays, ils

---

anachronistic theme of the rest of the conversation. In the leaked call, she and her man in Ukraine, Geoffrey Pyatt [l'Ambassadeur], review the state of play in Kiev and Nuland ... declares her favourites among opposition leaders. She adopts the precise language of the operative, telling Pyatt exactly what he should do and double checking his compliance. The title of the clip - "the Marionettes of Maidan" - is apt. For weeks, the Russian government has been accused of masterminding the reaction to the protests, and of interfering against Ukrainian sovereignty. Vladimir Putin's response has been consistent: *tu quoque*."

<sup>19</sup> Pour les ONG anglaises, et plus particulièrement pour une variante de celles-ci, les « think-tanks », et leur influence sur l'opinion publique ayant conduit à un changement d'attitude qui a favorisé le triomphe du néolibéralisme, d'abord sous Margaret Thatcher et ensuite sous Tony Blair, voir Andrew Denham et Mark Garnett, *British Think-Tanks and the Climate of Opinion*, London, UCL Press (Taylor & Francis Group), 1998.

<sup>20</sup> Ludovic Tournès (ed.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Editions Autrement, 2010.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 5.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 9. Les *think-tanks* sont aussi une forme d'ONG et ce terme est très utilisé en anglais. Pour ce qui concerne les institutions de recherche et d'enseignement supérieurs ceci s'est traduit par un fort engagement auprès de ce type d'institutions en Chine dès le début du XXe siècle, comme par exemple pour l'Université Tsinghua à Beijing qui entretient encore aujourd'hui des collaborations importantes avec des *think-tanks* américains, avec une présence formelle au sein de sa *School of Public Policy and Management*. Il est à ce propos intéressant de signaler que cette même école compte parmi ses professeurs quelques représentants de la nouvelle gauche chinoise, très critique du capitalisme, de la démocratie libérale et des Etats-Unis.

sont censés diffuser les idées et pratiques apprises pendant leurs études.<sup>23</sup> Deuxièmement, ces ONG créent de multiples réseaux dans le pays d'accueil: non seulement des réseaux universitaires, mais aussi des réseaux de décideurs couvrant les milieux économiques et gouvernementaux. Elles établissent également des rapports de collaboration avec les organisations internationales.<sup>24</sup> Nous avons vu au chapitre 6 comment la Fondation Ford a pu, grâce à ses réseaux, obtenir comme institution chinoise d'accueil l'Académie des sciences sociales, l'une des institutions parmi les plus prestigieuses de Chine. Troisièmement, à partir de ces réseaux ces fondations travaillent à « favoriser la création d'un ensemble de points d'appui dans des endroits clés de la planète et de s'y placer en position centrale pour jouer le rôle de coordinatrice(s) ». <sup>25</sup> La liaison avec le gouvernement américain est réalisée grâce au recrutement de personnalités exerçant ou ayant exercé de fonctions gouvernementales au plus haut niveau.

Certes, il est admis, comme nous l'avons signalé au chapitre 6, que ces fondations jouissent d'un certain degré d'autonomie par rapport au gouvernement des Etats-Unis. La fondation de l'ancien président Carter en est un bon exemple, elle qui suit avec une sympathie évidente les progrès réalisés par la Chine en matière d'élections ouvertes au niveau local.<sup>26</sup> Néanmoins, il y a un ensemble de valeurs que ces fondations partagent avec le gouvernement américain, et même si elles ne manifestent pas une attitude aussi critique, et bien souvent assez agressive, à l'égard de la Chine, il faut bien admettre que gouvernement et fondations travaillent à transformer la Chine en un pays démocratique libéral intégré dans le système capitaliste mondial. Lorsque l'on sait que l'un des aspects clé de la mondialisation est la dérèglementation des marchés financiers, on peut facilement comprendre l'inquiétude que cette stratégie peut susciter auprès des autorités chinoises.<sup>27</sup> En effet, cela ouvrirait la Chine aux investissements étrangers et à l'activité des banques étrangères sur le territoire chinois, ce qui ne va pas nécessairement dans le sens du maintien du contrôle que le PCC veut garder sur le développement de l'économie. D'un autre côté, en ce qui concerne les politiques sociales, la Chine essaie depuis au moins une décennie de mettre sur pieds tout un ensemble de politiques sociales pour pallier aux conséquences négatives du développement économique fondé sur le recours aux

---

<sup>23</sup> Beaucoup d'entre eux occupent des positions dans des universités, des *think-tanks* universitaires et gouvernementaux. Par exemple, le *Centre for Economic Research* de l'Université de Pékin comptait en 2005 parmi ses 24 professeurs 21 qui avaient obtenu un titre universitaire aux USA, un en Angleterre, un en Belgique et un au Japon: Cheng Li, « China's new think tanks: where officials, entrepreneurs, and scholars interact », *China Leadership Monitor*, no. 29, p. 16, <http://www.hoover.org/publications/china-leadershipmonitor>, consulté le 20 octobre 2009.

<sup>24</sup> Après 1945 ces fondations « financent des projets lancées tant par l'ONU que par des organisations satellites telles que la FAO ou encore d'OMS », Tournès, *op. cit.*, p. 17.

<sup>25</sup> *Ibidem*, p. 10. La citation attribue ce rôle à la Fondation Rockefeller; mais il est clair qu'elle est mentionnée à titre d'exemple, ce rôle pouvant être attribué à d'autres fondations américaines du même type.

<sup>26</sup> Le site de la Fondation Carter: <http://www.cartercenter.org/>.

<sup>27</sup> La dérèglementation des marchés financiers est considérée par nombre d'économistes sérieux comme l'une des causes principales de la crise de 2008, comme d'ailleurs aussi de la crise asiatique de 1997. Voir par exemple les travaux de Joseph E. Stiglitz mentionnés dans la bibliographie.

mécanismes de marché. Lorsque l'on sait que les politiques sociales existantes aux Etats-Unis ne sont pas particulièrement généreuses, et qu'américains et européens, ont mis en œuvre depuis 1980 des politiques néolibérales qui ont conduit (1) à la crise de 2008, (2) à l'explosion des inégalités, (3) aux politiques d'austérité qui réduisent entre autres le financement des politiques sociales, et qui (4) pour résoudre la crise insistent pour mettre en œuvre les mêmes politiques qui ont conduit à la crise, on ne voit pas très bien comment les occidentaux pourraient servir d'exemple à la Chine dans sa tentative de créer une société prospère et harmonieuse.

Bien entendu, en Chine il n'y a pas que les grandes fondations susmentionnées. D'autres ONG, de dimensions plus modestes, n'ont pas nécessairement la même stratégie et œuvrent honnêtement et de façon désintéressée pour aider la Chine à résoudre ses problèmes concrets, sans pour autant la pousser à adopter un mode d'organisation économique, politique et social à l'image de l'Occident. Donc, on pourrait raisonnablement conclure que si les idées et les façons de faire diffusées par les ONG étrangères contribuent à fournir à la population chinoise des services sociaux que l'Etat-Parti ne peut ou ne veut pas fournir, sans pour autant diffuser des idées contraires à la ligne politique du Parti, et si le financement étranger des ONG chinoises contribue à améliorer leur efficacité et efficacité dans des domaines politiquement peu sensibles, il est certain que le gouvernement chinois n'aura pas d'objections à formuler. Plus spécialement, les ONG œuvrant dans le social jouent, et pourraient jouer encore d'avantage à l'avenir, un rôle d'appui aux politiques sociales mises en œuvre sous Hu Jintao entre 2002 et 2012 et que le nouveau président Xi Jinping semble vouloir poursuivre. Même s'il est difficile de quantifier la contribution des ONG à la réalisation de ces politiques, les informations présentées dans cet ouvrage permettent d'affirmer qu'elles y contribuent toutes, chinoises et étrangères, de façon significative. Toutefois, si les ONG étrangères devaient profiter de leur présence sur le sol chinois pour diffuser des idées contraire à la ligne politique du Parti, il est à craindre que ce dernier n'hésitera pas à les mettre au pas, voire à leur interdire l'accès au territoire chinois.<sup>28</sup> Comme nous l'avons dit en introduisant ce sujet délicat, cela peut paraître contraire à notre façon de concevoir nos rapports avec des pays appartenant à d'autres cultures, convaincus que nous sommes de la supériorité de notre économie, de notre système politique, voire de notre religion. Après tout, la Chine est un pays souverain. Nous Occidentaux nous sommes aussi très sensibles aux atteintes à notre souveraineté. Pourquoi en serait-il autrement pour la Chine?

Malgré les limites posées par l'Etat-Parti aux activités des ONG, force est de constater que depuis 1978 la Chine a accompli d'énormes progrès dans la voie de la modernisation, de façon très

---

<sup>28</sup> Il est intéressant de noter qu'en 2013 la Russie a passé une loi qui oblige les ONG étrangères à s'enregistrer comme «agents de l'étranger», Wikipedia, [http://en.wikipedia.org/wiki/Russian\\_foreign\\_agent\\_law](http://en.wikipedia.org/wiki/Russian_foreign_agent_law), consulté le 15 janvier 2014. Si cette loi a suscité de vives réactions en Occident, il faut bien reconnaître que les agissements de plusieurs de ces ONG étrangères sur le territoire de la Russie et des anciennes républiques du bloc soviétique (comme cela a été le cas tout récemment en Géorgie et en Ukraine) ne sont pas étrangères à cette réaction, certes regrettable, mais compréhensible de la part du gouvernement russe.

évidente et généralement reconnue dans le domaine économique. Dans le domaine social, le gouvernement est en train de mettre en œuvre des politiques sociales qui devraient conduire la Chine vers une société prospère et harmonieuse. De plus, l'Etat-Parti a quelque peu atténué le contrôle qu'il exerçait autrefois sur pratiquement tous les domaines. En particulier, les chinois jouissent aujourd'hui d'une très grande liberté dans la sphère économique. Certes, la liberté des employeurs est privilégiée bien souvent au détriment des intérêts des employés. Toutefois, la loi sur les contrats de travail a été améliorée en limitant le pouvoir des employeurs et en donnant aux employés plus de garanties, notamment en cas de licenciement ou de renouvellement systématique des contrats à durée déterminée.<sup>29</sup> Des processus électoraux sont expérimentés à l'échelle locale. Des consultations par voie de sondages sont effectuées régulièrement auprès de la population. Sortir du pays, et donc obtenir un passeport, est devenu pratique courante pour de nombreux chinois de la nouvelle classe moyenne qui peuvent se permettre un voyage à l'étranger. En effet, une classe moyenne de plusieurs centaines de millions est en train de se constituer et de se développer.<sup>30</sup> Même si la presse est encore aujourd'hui gardée sous contrôle, les journalistes peuvent aborder des thèmes interdits autrefois, en particulier les inégalités sociales, les atteintes à l'environnement, la corruption. Même si les inégalités persistent à un niveau très élevé, il semble que leur accroissement se soit stabilisé en 2007.<sup>31</sup> Une étude réalisée dans le cadre de la Fondation Carnegie a montré que même si les inégalités se sont accrues, tous les groupes de revenus, y compris les plus bas, ont vu leur situation s'améliorer.<sup>32</sup> Bref, malgré un régime politique généralement très fortement critiqué en Occident à cause de son caractère autoritaire, la Chine progresse vers une société plus ouverte et prospère.

Est-ce-à dire que la Chine va à terme adopter notre mode d'organisation ? Les auteurs de ce livre ne s'aventureront pas trop loin dans cet exercice périlleux. En effet, la Chine peut évoluer en deux directions très différentes, chacune dotée d'une probabilité non nulle, mais qu'il est difficile de quantifier. En effet, les facteurs pouvant orienter son destin sont trop nombreux, leur importance relative et leur interactions difficiles à évaluer; et on ne peut pas être certain d'avoir identifié tous ces

---

<sup>29</sup> La loi sur les contrats de travail a été révisée en 2008. Elle améliore la protection des employés en cas de licenciement et en cas de renouvellement successifs des contrats à durée déterminée; elle leur permet de porter un cas devant les tribunaux sans frais. Elle a été mise en consultation auprès de plusieurs organisations, y compris des entreprises étrangères. Il est intéressant de constater qu'elle a suscité l'opposition des Chambres de commerce américaine et européenne, du *US-China Business Council*, et des entreprises à titre individuel telles que Apple, Hewlett-Packard notamment. Leur argument? La loi aurait eu la conséquence d'augmenter le coût du travail. Voir Lin Chun, 'Against privatization in China: a historical and empirical argument', *Journal of Chinese Political Science*, vol. 13, no. 1, 2008, p. 23, note 30 et Gordon Lafer, "Partnership or Putsch?", *Project Syndicate*, 14 Janvier 2014, [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org), consulté le 15 janvier 2014. Gordon Lafer est professeur au *Labor Education and Research Center*, Université de l'Oregon. Lorsque l'on connaît le très bas niveau des salaires pratiqué par ces entreprises en Chine et ailleurs, on comprend la vraie nature de leur intérêt à désinvestir dans leur pays d'origine et à délocaliser leurs capitaux dans des pays à bas salaire et à faible niveau de protection de l'emploi.

<sup>30</sup> Diana Farrell, Ulrich A. Gersch et Elisabeth Stephenson, 'The value of China's emerging middle class', *The McKinsey Quarterly*, 2008 Special Edition, pp. 62-69.

<sup>31</sup> Urio, *China, the West, op. cit.*, p. 164; d'autres indicateurs allant dans le même sens sont présentés aux pages 193 à 197.

<sup>32</sup> Albert Keidel, *The Causes and Impact of Chinese Regional Inequalities in Income and Well-Being*, Carnegie Endowment for International Peace, December 2007.

facteurs, ni les circonstances conjoncturelles pouvant favoriser une option plutôt qu'une autre. Mais on peut essayer de prendre en considération les facteurs pouvant intervenir dans ce processus. Tout d'abord, on ne peut pas exclure que la Chine soit un jour intégrée complètement dans le système mondial structuré sur le modèle occidental, comprenant un ensemble de régimes démocratiques libéraux interconnectés dans le cadre d'une économie capitaliste. Dans ce cas il est à prévoir que les grands acteurs de la finance internationale et les multinationales domineront le monde.<sup>33</sup> Certes, parmi celles-ci il y en aura beaucoup ayant leur siège en Chine. Mais seront-elles vraiment chinoises? Ou, selon le mot de la sagesse populaire selon lequel l'argent n'a pas d'odeur et, ajoutons-nous, pas de nationalité non plus, ne seront-elles pas des acteurs nouveaux partageant les mêmes intérêts que leurs consœurs occidentales, c'est-à-dire les intérêts de ceux qui constituent le « top 1% » dénoncé par Joseph Stiglitz?<sup>34</sup> Mais qu'en sera-t-il alors du rêve chinois d'une société harmonieuse où la prospérité serait équitablement partagée?

Et d'ailleurs, quel exemple enthousiasmant peut la Chine tirer aujourd'hui de sa connaissance du fonctionnement réel des démocraties libérales? L'un des co-auteurs de ce livre a écrit en 2010 que la démocratie telle qu'elle est pratiquée de nos jours en Occident se présente comme une symbiose inextricable entre d'une part les élites politiques qui occupent les rôles étatiques institutionnels et, d'autre part, l'élite économique qui domine l'économie. C'est à l'intérieur d'un jeu complexe entre les élites économiques, politiques et, il convient d'ajouter, intellectuelles (notamment des professeurs universitaires, des journalistes et des leaders d'opinions influents) que les options sont examinées, les choix sont arrêtés et ensuite présentés au public. Sans oublier, comme nous l'avons déjà évoqué, que dans ce processus ce sont les acteurs économiques les plus puissants (institutions financières et multinationales) qui dictent aux politiques les choix fondamentaux. Bien entendu, il existe une « presse libre » qui est supposée monitorer les élites. Mais la plupart des mass media qui ont une circulation nationale ou mondiale sont sous le contrôle de puissantes compagnies qui appartiennent elles-mêmes à l'élite économique avec laquelle elles partagent les mêmes valeurs idéologiques et les mêmes intérêts économiques. Il est donc peu vraisemblable que ces mass media puissent exercer un contrôle impartial et efficient sur l'élite du pouvoir à laquelle elles appartiennent elles-mêmes. De plus, beaucoup d'analystes estiment que les syndicats et les partis de gauche (du moins ceux qui comptent dans l'arithmétique électorale et parlementaire) ont failli à leur mission de défendre les intérêts des plus faibles, et ont en fait intériorisé les principales options de l'élite libérale.<sup>35</sup>

---

<sup>33</sup> La thèse de Minqi Li serait alors confirmée: Minqi Li, *The Rise of China and the Demise of the Capitalist World Economy*, New York, Monthly Review Press, 2008.

<sup>34</sup> Stiglitz, *The Price of Inequality*, *op.cit.*

<sup>35</sup> Urio, *Reconciling*, *op.cit.*, pp. 198-200. Pour une critique de la démocratie occidentale voir les travaux du philologue italien Luciano Canfora, *Critica della retorica democratica*, Bari, Laterza, 2002; *L'imposture démocratique. Du procès de Socrate à l'élection de G.W. Bush*, Paris, Flammarion, 2003; *La démocratie: histoire d'une idéologie*, Paris, Seuil, 2006, traduction de *La democrazia: Storia di un'ideologia*, Bari, Laterza, 2004; et *Exporter la liberté. Echech d'un mythe*, Paris, Ed.

Pour actualiser et compléter cette analyse et la transposer à l'échelle internationale, il convient ici de mentionner les tentatives multiples des multinationales et de leurs alliés pour obtenir la signature de traités internationaux leur permettant d'imposer leurs stratégies commerciales aux Etats dans le cadre d'un système économique mondial de type capitaliste. La logique de cette façon de concevoir le rapport entre économie et politique (aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'international) a été très bien exprimée par la Banque Mondiale dans un ouvrage consacré en 1997 à la Chine. En abordant l'un de ses thèmes favoris, la bonne gouvernance, la Banque Mondiale n'hésite pas à soutenir qu'un « bon marché » débute avec un « bon gouvernement » et, poursuit la Banque Mondiale, cela est vrai parce que les gouvernements efficaces servent le marché plutôt que l'inverse.<sup>36</sup> En suivant cette logique, des négociations secrètes ont eu lieu au sein de l'OCDE entre 1995 et 1997 qui auraient dû aboutir à la signature du traité de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) qui prévoyait justement de conférer aux multinationales le pouvoir de s'imposer aux Etats.<sup>37</sup> En particulier, ce type de traité permettrait aux multinationales de traîner en justice les Etats si leurs politiques publiques devaient diminuer non seulement les profits réellement réalisés, mais aussi les profits escomptés.<sup>38</sup> Ce traité a été abandonné en 1997 lorsqu'il a été révélé au grand public grâce à des fuites.<sup>39</sup> Plus récemment, les causes de la crise de 2008 ont été attribuées, même par des défenseurs du capitalisme financier tels que le Financial Times, aux excès du néolibéralisme, et Joseph Stiglitz n'a pas cessé depuis 2008 de nous mettre en garde contre les excès du fondamentalisme libre-échangiste.<sup>40</sup> Malgré ces mises en garde, deux traités internationaux, négociés récemment dans le plus grand secret, méritent de retenir notre

---

Desjonquères, 2008. Sur l'inévitable apparition de tendances oligarchiques, même au sein d'organisations démocratiques, outre les travaux de Canfora, voir les travaux classiques de Robert Michels, *Political Parties: A Sociological Study of The Oligarchical Tendencies Of Modern Democracy*, New York, Collier, 1962; et Gaetano Mosca, *Ruling Class*, London, McGraw-Hill, 1960 (traduction de *La classe politica*, Bari, Laterza, 1966). Sur le concept d'élite du pouvoir, avec référence particulière aux Etats-Unis, voir C. Wright Mills, *The Power Elite*, Oxford Press (USA), 1956.

<sup>36</sup> World Bank, *China 2020: Development Challenges in the New Century*, 18 September 1997, Report no. 17027-CHA, World Bank, p. 23, notre traduction de l'anglais: "Good markets start with good government. This is true because effective governments serve markets rather than make markets serve government."

<sup>37</sup> Ce traité porte le nom anglais de *Multilateral Agreement on Investment (MAI)*, que l'on trouve en anglais sur le site <http://www.citizen.org> et en français sur le site <http://www.monde-diplomatique.fr/md/dossier/ami/>. Pour un commentaire voir Lori M. Wallach, 'Le nouveau manifeste du capitalisme mondial', *Le Monde Diplomatique*, février 1998, p. 22. Lori Wallach est directrice de *Public Citizen's Global Trade Watch*, Washington, D.C., [www.citizen.org](http://www.citizen.org).

<sup>38</sup> Gordon Lafer, « Partnership or Putsch? », *Project Syndicate*, 14 janvier 2014, [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org), consulté le 15 janvier 2014. Pour illustrer ceci, l'auteur donne l'exemple suivant: si le Vietnam devait passer une loi accordant six semaines de congé maternité pour tous les employés, une entreprise étrangère pourrait poursuivre le gouvernement vietnamien devant un tribunal et demander soit l'abandon de la loi ou le remboursement du coût de cette prestation. Gordon Lafer est professeur au *Labor Education and Research Center*, Université de l'Oregon.

<sup>39</sup> Sur l'échec de l'AMI voir par exemple Lori M. Wallach, *loc. cit.*. Sur ces nouvelles initiatives voir pour le traité contre les contrefaçons Florent Latrive, 'Traité secret sur l'immatériel', *Le Monde Diplomatique*, March 2010, pp. 1 et 6; sur le traité général sur le commerce et les services (*General Agreement on Trade and Services (GATS)*) voir Jane Kelsey, *Serving Whose Interests? The Political Economy of Trade in Services Agreements*, Abingdon (UK), Routledge Cavendish, 2008.

<sup>40</sup> Gideon Rachman, "Conservatism overshoots its limits", *Financial Times* (London), 6 October 2008. Voir aussi les travaux de Joseph Stiglitz mentionnés dans la bibliographie, ainsi que sa récente mise en garde contre le fondamentalisme libre-échangiste: « The Free-Trade Charade », *Project Syndicate*, 14 juillet 2013, [www.project-syndicate.org](http://www.project-syndicate.org), consulté le 25 septembre 2013.

attention, et nous en sommes certains, aussi celle des autorités chinoises: l'Accord du Partenariat Transatlantique (APT), qui reprend pour l'essentiel les dispositions du traité de l'AMI, et l'Accord du Partenariat Transpacifique (*Trans-Pacific Partnership –TPP*)<sup>41</sup> qui transpose en Asie le même type de dispositions. Le projet de l'accord transatlantique est soutenu depuis longtemps par le *Trans-Atlantic Business Council* (TABC), crée en 1995 sous le patronage de la Commission européenne et du Ministère du commerce des Etats-Unis. «Son objectif, publiquement affiché, est d'éliminer ce qu'il appelle les 'discordes commerciales – *trade irritants*', c'est-à-dire d'opérer sur les deux continents selon les mêmes règles et sans interférence avec les pouvoirs publics.»<sup>42</sup> De même, le traité transpacifique est soutenu par les multinationales, notamment américaines, par exemple celles de l'industrie pharmaceutique et du tabac.<sup>43</sup> Si ces deux traités étaient approuvés, ils consacraient la domination des multinationales (y compris de la finance) sur les Etats dans une zone très vaste, « capable de dicter ses conditions hors de ses frontières ».<sup>44</sup> Plus particulièrement, ces traités impliquent que « les élus [des Etats membres] devront redéfinir de fond en comble leurs politiques publiques (...) sécurité des aliments, normes de toxicité, assurance maladie, prix des médicaments, liberté du Net, protection de la vie privée, énergie, culture, droits d'auteurs, ressources naturelles, formation professionnelle, équipements publics, immigration. (...) il est d'ores et déjà prévu que les pays signataires assureront 'la mise en conformité de leurs lois, de leurs règlements et de leurs procédures' avec les dispositions du traité. (...) officiellement ce régime devrait servir au départ à consolider la position des investisseurs dans les pays en développement dépourvus de systèmes juridiques fiables ... ».<sup>45</sup>

Au moment de mettre un terme à la révision du manuscrit de cet ouvrage, février 2014, nous prenons connaissance de quelques nouvelles à propos de ces deux traités qui apportent, si besoin était, une lumière supplémentaire sur les véritables intentions que ces traités véhiculent. Tout d'abord, le nouveau premier ministre italien, Enrico Letta du parti Démocrate (parti de gauche, mais composite, comprenant des anciens communistes, socialistes, socio-démocrates et démocrates-chrétiens), a publiquement déclaré récemment que « l'Union Européenne devrait attribuer la plus haute priorité aux

---

<sup>41</sup> Sur le traité transatlantique voir Lori Wallach, « Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2013, pp. 4-5. Sur le traité trans-pacifique voir Jane Kelsey, 'International civil society demands end to secrecy in TPPA talks', media release, 16 février 2011, <http://tppwatch.org>, consulté le 29 mars 2011 et Gordon Lafer, *loc. cit.*

<sup>42</sup> Wallach, *loc. cit.*, p. 5.

<sup>43</sup> Lafer, *loc. cit.* Pour l'industrie pharmaceutique il s'agit de prolonger la durée des brevets dans le but d'augmenter leurs profits en retardant la compétition des médicaments génériques. Pour l'industrie du tabac, il s'agit d'interdire aux pays en développement, qui représentent le plus grand marché potentiel, de prendre des mesures pour réduire la consommation du tabac, l'une des principales causes des maladies cardio-vasculaires et du cancer du poumon.

<sup>44</sup> Wallach, *loc. cit.*, p. 4.

<sup>45</sup> *Ibidem*, et p. 5 où on trouvera quelques exemples tirés de la pratique de traités similaires, notamment l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain), ainsi que la pratique des tribunaux appelés à décider des cas d'espèce.

traités de libre-échange, et tout particulièrement au traité transatlantique ». Et comme si cela n'était pas suffisant, il ajoute que « ce type d'intégration, éventuellement un Marché Commun Transatlantique [sic], pourrait se révéler comme le mécanisme de croissance le plus efficace, plus particulièrement pour les petites et moyennes entreprises pour les décennies à venir ». <sup>46</sup> De son côté, le président Obama semble décidé d'aller de l'avant le plus rapidement possible avec les négociations de ces deux traités. En particulier, il a accueilli favorablement le dépôt d'une loi "bi-partisane" qui lui permettrait d'accélérer ces négociations, et de négocier les détails des dispositions de ces deux traités avant de demander au Congrès de les avaliser, en privant ainsi le Congrès d'une grande partie de ses prérogatives. <sup>47</sup>

Au vu de ce qui précède, on peut se demander si la Chine a intérêt à rester inactive face à ces initiatives, dont l'une, le traité transpacifique, la concerne directement, étant donné qu'elle fait partie de la stratégie des Etats-Unis de contenir en Asie même son expansion en tant que puissance économique et commerciale. <sup>48</sup> Etre partie prenante aux négociations du traité transpacifique permettrait à la Chine de peser sur les dispositions en discussions. Mais est-elle en mesure de le faire? Ne court-elle pas le risque de se faire englober dans un ensemble de règles (dont nous avons vu l'essentiel de leurs implications en faveur des multinationales) qui consacrerait son intégration au système capitaliste? En effet, la Chine devrait à notre sens se méfier de la remarquable capacité que le capitalisme a démontré, crise après crise, de se renouveler et à repartir sur des nouvelles bases, tout en restant fondamentalement fidèle à lui-même. <sup>49</sup> Si la Chine devait être intégrée au système capitaliste,

---

<sup>46</sup> Enrico Letta, "A Future Made in Europe", *Project Syndicate*, 3 janvier 2014, notre traduction de l'anglais, <http://www.project-syndicate.org/columnist/enrico-letta>, consulté le 5 janvier 2014.

<sup>47</sup> *Le Courrier Stratégique*, 10 janvier 2014. Voir à ce propos l'avis de Gordon Lafer s'exprimant sur le traité transpacifique, mais le raisonnement est valable aussi pour le traité transatlantique: « The TPP is being crafted in utmost secrecy, with even legislators unable to see the full text that is being negotiated, though corporate lobbyists have been treated as partners in the drafting process. This is not surprising: In the US, where almost five million manufacturing jobs have disappeared since the adoption of the North American Free Trade Agreement, and where real wages have stagnated, a majority of voters across the political spectrum are opposed to more such treaties. At least for the Obama administration, the rush to conclude the TPP negotiations is doubtless driven by the desire to close the deal well ahead of America's midterm election in November. *And that, too, is bad for democracy* (italiques ajoutés par nous). Indeed, though the US Constitution stipulates that the power to "regulate Commerce with foreign Nations" lies solely in the hands of Congress, the Obama administration is pressing legislators to approve so-called fast-track authority, under which they would have no say over either the TPP's terms or the parties to it – or even the power to amend the treaty text in any way. As a political scientist, I am sometimes asked how it is possible for democracies to enact laws that run counter to the interests of the vast majority of voters. They do so, in part, by shunning any commitment to democracy itself. There is no clearer example of this than the TPP, which almost certainly constitutes the single biggest threat to the preservation – or creation – of any signatory country's middle class.", Lafer, *loc. cit.*

<sup>48</sup> La Chine est devenue récemment la première puissance commerciale: Jamil Anderlini, « China overtakes US as world's largest goods trader », *Financial Times*, 10 janvier 2014.

<sup>49</sup> Nous suivons ici l'analyse de Fernand Braudel qu'il convient de citer *in extenso*: "... le capitalisme a toujours été monopoliste, et marchandises et capitaux n'ont pas cessé de voyager simultanément, les capitaux et le crédit ayant toujours été le plus sûr moyen d'atteindre et de forcer un marché extérieur. Bien avant le XXe siècle, l'exportation des capitaux a été une réalité quotidienne, pour Florence dès le XIIIe siècle, pour Augsbourg, Anvers et Gênes au XVIe. Au XVIIIe siècle, les capitaux courent l'Europe et le monde. Tous les moyens, procédés et ruses de l'argent ne naissent pas en 1900 ou en 1914, ai-je besoin de le dire? Le capitalisme les connaît toutes et, hier comme aujourd'hui, sa caractéristique et sa force sont de pouvoir passer d'une ruse à une autre, d'une forme d'action à une autre, de changer dix fois ses batteries selon les circonstances de la conjoncture et, ce faisant, de rester assez fidèle, assez semblable à lui-même.", in Braudel, *La dynamique*

renouvelé après la crise de 2008 et remodelé sur la base de traités tels que le transatlantique et le transpacifique, qu'en irait-il alors de l'indépendance de son économie et, qui plus est, de l'indépendance avec laquelle l'Etat-Parti a géré et veut continuer à gérer le processus de modernisation et le développement de la société chinoise, tout en essayant de concilier efficacité économique et équité sociale? Même si le traité transatlantique ne concerne pas directement l'Asie, il risque néanmoins de poser de sérieux problèmes à la Chine. En effet, l'intégration du marché transatlantique mettrait d'emblée ensemble 800-900 millions de consommateurs (on n'ose pas dire de citoyens) auxquels on pourrait être tenté d'y associer d'autres pays (vraisemblablement anglo-saxons, mais peut-être aussi latino américains, et pourquoi pas africains?), le tout étant structuré autour de pays pratiquant la démocratie libérale (malgré les failles que nous avons mentionnées) et intégrés dans une économie capitaliste. Si la Chine veut éviter d'être intégrée à son tour dans un tel système, il faudrait peut-être qu'elle marque un temps d'arrêt dans le processus d'ouverture au monde qu'elle a commencé en 1978. Il est donc plus probable que la Chine évolue vers un autre scénario. En effet, le processus de convergence que beaucoup en Occident invoquent pour prévoir l'adoption par la Chine, *volens-nolens*, d'un système démocratique libéral capitaliste ne résiste pas à une analyse sérieuse.<sup>50</sup> Il est vrai que la Chine a déjà ouvert son système économique et politique aussi bien à l'interne qu'à l'international. Il est vraisemblable qu'elle le fera encore davantage à l'avenir, mais elle le fera à sa façon, non pas sous la pression de l'universalisme des valeurs occidentales, mais en suivant l'évolution de facteurs véritablement communs à tous les pays ayant entrepris un processus de modernisation. Si convergence il y aura avec l'Occident, elle ressemblera plutôt à celle proposée par Emmanuel Todd.<sup>51</sup> Ce sont les processus d'alphabétisation et d'émancipation de la femme, conduisant à une diminution du taux de fécondité par femme, qui constituent la véritable convergence en profondeur. Or, la Chine a déjà terminé ce processus, ses taux d'alphabétisation et de fécondité étant similaires à ceux de l'Occident. Mais à partir de là, il est plus vraisemblable que la Chine, comme d'ailleurs tout autre pays se trouvant dans la même situation et ayant derrière lui une histoire et une culture différentes de l'Occident, tirera parti de cette nouvelle structure socio-économique-culturelle en adoptant les institutions politiques et économiques conforme à sa culture et à ses valeurs, vraisemblablement un mélange (aussi cohérent que possible) de valeurs anciennes et nouvelles.

---

*du capitalisme, op. cit.*, p. 118. Dans le paragraphe suivant (pp. 118-119) Braudel renvoie dos à dos les défenseurs inconditionnels du capitalisme et les admirateurs de l'URSS, et conclut ainsi: "Mais la société qui serait pour moi idéale est-elle possible? Je ne pense pas en tout cas qu'elle ait beaucoup de partisans à travers le monde." Lorsque l'on sait que ce livre a été publié en 1979 (dans sa première édition en anglais) avant la dissolution de l'URSS et bien avant la crise de 2008, on ne peut qu'admettre que l'analyse de Braudel garde toute sa valeur encore à l'heure actuelle.

<sup>50</sup> Voir les conclusions de Urio, *Reconciling, op. cit.* et *China, the West, op. cit.*, pp. 193-204 et 199-213, respectivement.

<sup>51</sup> Parmi les nombreux ouvrages d'Emmanuel Todd nous nous limitons aux suivants: *La chute finale. Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Laffont, 1976 (nouvelle édition 1990 avec une nouvelle préface de l'auteur); *L'invention de l'Europe*, Paris, Seuil, 1990; *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002; *L'illusion économique*, Paris, Gallimard, 1999; *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008.

En effet, cette autre possibilité, à notre sens plus probable, est que la Chine trouvera, et elle a déjà commencé à trouver, un mode d'organisation qui sache allier les anciennes valeurs confucéennes (notamment celles de la vertu et du comportement vertueux des élites) et celles plus modernes de l'efficacité économique et de l'équité sociale. Elle pourrait alors constituer l'un des pôles de la nouvelle architecture du système-monde qui est en train de surgir à une vitesse que beaucoup sous-estiment aujourd'hui. Un monde multipolaire avec les Etats-Unis, qui malgré leur évident déclin resteront l'un des grands pôles du nouveau monde, l'Europe et plus particulièrement Euroland (c'est-à-dire la zone Euro), l'Amérique latine, et plus tard (mais là aussi les choses vont très vite) l'Afrique. La Chine pourrait alors, comme le soutiennent certains intellectuels chinois, réaliser son rêve et apporter au reste du monde sa contribution pour créer un univers prospère et harmonieux. Si les ONG chinoises et étrangères opérant en Chine pouvaient contribuer à la réalisation de ce rêve, alors la Chine retrouvera très certainement son statut de grande culture et de grande puissance et pourra peser de tout son poids sur la restructuration du système-monde.<sup>52</sup> Si la Chine veut réaliser ce rêve, elle serait bien avisée de se méfier non seulement des pressions externes, qu'elles soient véhiculées par les ONG étrangères ou par les traités internationaux susmentionnés, mais aussi, et peut-être surtout, des forces internes. Nous avons déjà mentionné la présence sur le territoire chinois des nouveaux « capitalistes rouges ». Certes, nous l'avons souligné, jusqu'à présent le Parti les garde sous son contrôle, mais leur laisse suffisamment de liberté à tel point qu'ils sont satisfaits des activités que le Parti leur permet de développer. Mais rien ne permet d'exclure catégoriquement que ces acteurs ne développent un jour des intérêts que le Parti ne saura plus satisfaire. De plus, ils pourraient trouver en Chine même des alliés parmi les dirigeants d'entreprises semi-privées/semi-publiques et même des grandes entreprises d'Etat, sans oublier les intellectuels libéraux actifs au sein des universités et des *think-tanks* gouvernementaux, universitaires et privés.<sup>53</sup> Ces acteurs pourront alors essayer d'imposer à la Chine un changement de régime. Mais ce n'est pas tout. Les « capitalistes rouges » pourront trouver des alliés non seulement auprès de ces acteurs, mais aussi, et c'est un paradoxe chinois, au sein même de l'élite du Parti, ou de l'entourage immédiat de ses dirigeants. En effet, l'enrichissement considérable de notables du Parti ou de membres de leur famille est connu depuis fort longtemps par les spécialistes de la Chine contemporaine, et a été porté à la connaissance du public ces dernières années. Il est peu vraisemblable que les comportements ayant conduit à un enrichissement d'une telle ampleur, dans un laps de temps aussi restreint, puissent être le fruit d'une compétence entrepreneuriale digne de respect et d'admiration. Il est plutôt le fruit de positions de pouvoir (directes ou indirectes) ayant permis en fait de s'approprier de biens appartenant à l'Etat et donc au peuple. Ce comportement fait écho à ce

---

<sup>52</sup> « A great nation has a great dream; a great country has a great dream. China's dream is to build a society of common prosperity and a world in which all people live together in peace and harmony. (...) By spreading the socialist theory of common prosperity, this book spells out the dreams of all mankind in the pursuit of common prosperity. Hu Angang *et al.*, *op.cit.*, p. 1.

<sup>53</sup> Sur les opinions des intellectuels chinois voir Urio, *China, the West*, *op. cit.*, pp. 35-47.

qui s'est passé en Russie et en Europe de l'Est après l'effondrement de l'empire soviétique, et n'est pas sans rappeler le comportement de capitalistes occidentaux.<sup>54</sup>

Les auteurs du présent ouvrage peuvent affirmer, sur la base de témoignages recueillis sur place, que ces comportements d'une partie importante de l'élite du Parti sont bien connus aussi par la population chinoise. Les informations publiées depuis 2012 par des quotidiens occidentaux généralement dignes de confiance et les révélations publiées récemment par le *International Consortium of Investigative Journalists* et reprises par la presse internationale, confirment l'ampleur de l'enrichissement de très nombreux dirigeants du Parti et de leurs familles, ainsi que le transfert de leur capitaux à l'étranger, notamment dans les paradis fiscaux.<sup>55</sup> Cela est totalement contradictoire avec le discours officiel du Parti concernant sa volonté de créer une société harmonieuse dans laquelle la richesse serait équitablement partagée. Certes, le nouveau leadership sous la direction de Xi Jinping a entrepris une campagne d'une ampleur extraordinaire de lutte contre ce type de comportement et contre la corruption. Il faut absolument qu'il réussisse dans cette entreprise, sinon il est plus vraisemblable que les analyses de Fernand Braudel concernant la capacité du capitalisme de se réinventer après chaque crise, et les prévisions de Li Minqi concernant l'inévitable intégration de la Chine au capitalisme mondial, se révéleront exactes et le rêve de la Chine de créer une société harmonieuse et prospère, où la richesse serait distribuée équitablement, sera évanoui pour longtemps. C'est dans ce contexte que les ONG chinoises et étrangères peuvent jouer un rôle capital en diffusant plus particulièrement des valeurs telles que l'honnêteté et la transparence, aussi bien dans le privé que dans le public; l'efficacité et l'efficience aussi, mais pas au détriment de l'équité sociale; le développement des potentialités de tous les citoyens, à travers un système d'enseignement accessible à tous et un ensemble de politiques sociales permettant de fournir aux citoyens une protection raisonnable contre les risques de la vie (chômage, maladie, vieillesse); des politiques favorisant la promotion sociale fondée sur le mérite et l'honnêteté; le respect de principes fondamentaux régissant l'activité des autorités publiques, tels que la base légale, l'obligation de motiver les décisions, l'égalité de traitement, la proportionnalité, le droit pour chaque individu à avoir accès au dossier le concernant,

---

<sup>54</sup> Il assez piquant de remarquer que c'est justement pour éviter ce type de dérive que le PCC s'est distancié, dans la gestion du processus de réformes, de l'exemple russe.

<sup>55</sup> <http://www.icij.org/offshore/leaked-records-reveal-offshore-holdings-chinas-elite>, consulté le 23 janvier 2014. Notons toutefois que l'élite chinoise n'est pas, et de loin, la seule à s'adonner à ces pratiques. Ce site, en se limitant à quelques pays ex-communistes et à quelques pays en développement, affirme, sur la base de milliers de documents analysés, que: « Government officials and their families and associates in China, Azerbaijan, Russia, Canada, Pakistan, the Philippines, Thailand, Mongolia and other countries have embraced the use of covert companies and bank accounts. The mega-rich use complex offshore structures to own mansions, yachts, art masterpieces and other assets, gaining tax advantages and anonymity not available to average people. Many of the world's top banks – including UBS, Credit Suisse and Deutsche Bank – have aggressively worked to provide their customers with secrecy-cloaked companies in the British Virgin Islands and other offshore hideaways. A well-paid industry of accountants, middlemen and other operatives has helped offshore patrons shroud their identities and business interests, providing shelter in many cases to money laundering or other misconduct ». Ces révélations doivent être prises très au sérieux, les journalistes de ce site n'ayant pas l'habitude de diffuser ce type d'information sans preuves. Il est toutefois étonnant que seules trois banques européennes aient été mentionnées. Ce site documente aussi l'évasion fiscale de ressortissants (individus et sociétés) domiciliés dans les pays développés.

le droit d'être entendu, le droit à des voies de recours contre les décisions de première instance; enfin, des pratiques économiques respectueuses de l'environnement. Le cadre politico-juridique à l'intérieur duquel ces valeurs peuvent être réalisées devrait être laissé, à notre sens, au choix du peuple chinois et de ses dirigeants. La façon dont nous avons géré nos valeurs occidentales chez nous, notamment la liberté et l'accès à un mode de vie matériellement satisfaisant pour tous, ne peuvent pas, à notre sens, être raisonnablement proposées comme la seule solution possible au leadership chinois, étant donné les entorses considérables auxquelles nous avons consentis ces dernières décennies. Il est plus sage, et probablement plus efficace, d'insister sur les valeurs susmentionnées, que de vouloir imposer un système qui a creusé les inégalités, augmenté les taux de pauvreté, du chômage et de la criminalité, qui de plus a favorisé les comportements égoïstes de personnages qui ont trop souvent profité des lacunes de lois qu'ils ont eux-mêmes imposées aux Etats, et qui ont même violé sans vergogne des lois démocratiquement adoptées dans le but d'augmenter leur richesse personnelle, tout en soustrayant aux Etats les moyens nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques, notamment les politiques redistributives. Bien au contraire, il faut faire confiance au génie de la Chine pour trouver les solutions institutionnelles conformes à son histoire et à ses valeurs.